

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

27 mars 2014

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

relative à l'élaboration d'un pacte énergétique

(déposée par M. Kristof Calvo
et Mme Muriel Gerkens)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

27 maart 2014

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

voor het opmaken van een energiepact

(ingediend door de heer Kristof Calvo
en mevrouw Muriel Gerkens)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedecker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV:	Compte Rendu Analytique	CRABV:	Beknopt Verslag
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
courriel : publications@lachambre.be

Les publications sont imprimées exclusivement sur du papier certifié FSC

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be

De publicaties worden uitsluitend gedrukt op FSC gecertificeerd papier

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Alors que l'énergie était jadis une évidence, elle constitue aujourd'hui, à de nombreux égards, un défi à long terme: si nous souhaitons garantir notre sécurité d'approvisionnement, réduire notre dépendance énergétique, maintenir le coût énergétique à un niveau financièrement supportable, veiller à assurer la compétitivité et lutter contre le changement climatique, nous devons élaborer une politique cohérente et conséquente pour notre approvisionnement énergétique. Le secteur de l'énergie revêt plus que jamais une importance sociale en raison de son rôle en matière de bien-être, de compétitivité et de sécurité d'approvisionnement.

Selon les chiffres de l'Eurobaromètre, 92 % des Européens estiment important que leur gouvernement soutienne l'efficacité énergétique, 70 % pensent qu'une importation limitée d'énergie fossile représente un avantage économique pour l'Union européenne et 80 % conviennent que la lutte contre le changement climatique stimule la création d'emplois et l'économie.

Le paysage énergétique belge n'est actuellement pas très reluisant. La Belgique est l'une des régions les plus énergivores d'Europe et les émissions de CO₂ par tête d'habitant, y sont dès lors encore très élevées. Entre 2006 et 2012, la consommation d'énergie en Belgique n'a baissé que de 2,1 %, alors qu'elle a baissé de 8 % en moyenne en Europe. Avec seulement 6,8 % d'énergies renouvelables, la Belgique est 23e sur 28 au classement de l'EU. D'ici 2020, l'Europe exige de la Belgique qu'elle produise 13 % de son énergie à partir de sources renouvelables. Environ 750 000 ménages en Belgique, soit près d'un ménage sur sept, sont confrontés à la précarité énergétique. Alors que certaines mesures ont été renforcées au niveau régional, plusieurs mesures en faveur de l'efficacité énergétique ont été supprimées au niveau fédéral, l'écofiscalité est restée lettre morte et la très vétuste centrale nucléaire de Tihange restera ouverte dix ans de plus.

La politique belge en matière d'énergie est morcelée entre les trois régions et le niveau fédéral est extrêmement complexe et pas toujours cohérente en raison de l'ensemble des lois et procédures. Il n'y a aucune vision énergétique nationale commune. Eu égard à la grande complexité liée aux développements technologiques, à la réglementation et au financement, ce secteur est en proie à une grande confusion et à de nombreuses incertitudes. Du côté de l'offre, le paysage énergétique s'est très largement morcelé dans l'intervalle. Les acteurs historiques subissent une transformation induite par

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Waar energie vroeger een vanzelfsprekendheid was, is ze nu op verschillende vlakken een uitdaging op lange termijn: als we onze bevoorradingszekerheid willen veiligstellen, onze energieafhankelijkheid verminderen, de energiekost betaalbaar houden, de competitiviteit bewaken en de klimaatverandering tegengaan, dan moet er een coherent en consistent beleid komen voor onze energievoorziening. De energiesector is meer dan ooit maatschappelijk relevant vanwege zijn rol inzake welzijn, competitiviteit en bevoorradingszekerheid.

Volgens cijfers van de Eurobarometer vindt 92 % van de Europeanen het belangrijk dat hun regering steun verleent aan de energie-efficiëntie, 70 % vindt een beperkte import van fossiele brandstoffen een economisch voordeel voor de Europese unie en 80 % gaat akkoord dat de strijd tegen de klimaatverandering de jobcreatie en economie stimuleert.

Het Belgische energielandschap vandaag oogt niet al te fraai. België is één van de meest energieverslindende regio's in Europa en heeft bijgevolg nog steeds een zeer hoge CO₂-uitstoot per capita. Tussen 2006 en 2012 daalde het energiegebruik in België slechts met 2,1 %, terwijl het Europees gemiddelde een daling van 8 % bedroeg. Met slechts 6,8 % hernieuwbare energie staat België op de 23ste plaats in de EU-28-ranglijst. Tegen 2020 moet België van Europa 13 % van de energie halen uit hernieuwbare bronnen. Ongeveer 750 000 gezinnen in België, zowat een op zeven huishoudens, hebben af te rekenen met energiearmoede. Terwijl sommige maatregelen op het regionale niveau zijn versterkt, werden op het federale niveau verschillende energie-efficiëntiemaatregelen geschrapt, bleef de ecofiscaliteit uit en blijft de stokoude kernreactor Tihange 1 tien jaar langer open.

Het Belgische energiebeleid is gefragmenteerd over de drie gewesten en het federale niveau is door het geheel aan wetten en procedures erg complex en niet altijd consistent. Van een gemeenschappelijke nationale energievisie is geen sprake. Door de hoge complexiteit op vlak van technologische ontwikkelingen, regelgeving en financiering heerst er in de sector veel onduidelijkheid en onzekerheid. Aan de aanbodzijde is het energielandschap intussen in hoge mate versnipperd geraakt. De historische spelers ondergaan een transformatie onder invloed van de klimaatdoelstellingen en de opkomst

l'avènement de nouveaux acteurs et par les objectifs climatiques. Par ailleurs, de grands acteurs du secteur des TIC découvrent le monde de l'énergie aux plans technologique et financier. Les technologies liées aux sources d'énergie renouvelables tentent de conquérir leur place sur le marché, mais le réseau électrique n'est pas encore suffisamment adapté à cette nouvelle réalité. Pour relever les défis énergétiques d'aujourd'hui, l'innovation technologique doit bénéficier du soutien de la société.

Le paysage énergétique est en pleine transformation. Les défis qu'il pose vont bien au-delà de la construction et de l'équipement des nouveaux réseaux intelligents nécessaires. Les systèmes énergétiques ont besoin d'une nouvelle vision stratégique. Pour autant, certains fondamentaux ne sont pas remis en question: ainsi, la sécurité d'approvisionnement en électricité demeure la *priorité* absolue. Une deuxième priorité restée intacte concerne l'investissement dans l'efficacité énergétique et on voit de plus en plus émerger un vaste consensus selon lequel les objectifs économiques, sociaux et écologiques en matière d'énergie sont indissociables. Enfin, l'énergie doit, à terme, demeurer abordable pour les utilisateurs, mais la compétitivité et la viabilité du secteur de l'énergie doivent également être garanties à court et moyen terme.

Il faut donc clairement instaurer de nouveaux modèles économiques et de nouveaux équilibres afin d'assurer un fonctionnement efficace et efficient du système énergétique sur le long terme. Il s'agit de trouver un équilibre entre le court et le long terme, entre une vision solide et une exécution rigoureuse, entre des modèles classiques et une innovation ouverte, entre une participation Individuelle et un soutien collectif, entre les autorités et le marché, entre une politique nationale et une politique internationale et entre le secteur de l'énergie et les autres secteurs. Cet exercice d'équilibrage débouchera sur de nouveaux modèles économiques et même sur un tout nouveau système énergétique appelé à satisfaire les futurs besoins dans une perspective à dimension sociétale. Pour concrétiser ce nouveau système énergétique, une harmonisation concertée avec toutes les parties concernées et une collaboration accrue seront nécessaires au sein du secteur énergétique. Cette collaboration peut déboucher sur un pacte énergétique.

En septembre 2010, le gouvernement allemand a publié son *Energiewende* (projet de transition énergétique).

Parmi les aspects les plus importants de ce projet, on notera:

— réduction des gaz à effet de serre de 80 à 95 % pour 2050;

van nieuwe spelers. Grote ICT-spelers ontdekken de energiewereld op technologie- én financieringsvlak. Hernieuwbare energieproducten proberen met nieuwe technologieën hun plaats op de markt te veroveren, maar het elektriciteitssysteem is nog onvoldoende aangepast aan deze nieuwe realiteit. De energie-uitdagingen van vandaag maken maatschappelijk gedragen technologische innovaties nochtans noodzakelijk.

Het energielandschap maakt een heuse transformatie door. De uitdagingen hiermee gepaard, gaan duidelijk verder dan het bouwen en uitrusten van noodzakelijke nieuwe, slimme netten. Er is nood aan een nieuw beleid voor energiesystemen maar toch worden enkele fundamentelementen niet in vraag gesteld: de bevoorradingszekerheid op het vlak van elektriciteit blijft hierbij de allereerste vereiste. Een tweede onveranderde prioriteit is de investering in energie-efficiëntie en steeds meer groeit de brede consensus dat economische, sociale en ecologische doelstellingen op energievlak onlosmakelijk met elkaar zijn verbonden. Tenslotte moet energie betaalbaar blijven voor de gebruikers, maar ook de competitiviteit en de leefbaarheid van de energiesector moet op korte en middellange termijn gewaarborgd blijven.

Er is dus duidelijk nood aan nieuwe businessmodellen en evenwichten om het energiesysteem op langere termijn efficiënt en effectief te laten werken. Het is een zoektocht naar een evenwicht tussen korte en lange termijn, tussen een sterke visie en de concrete uitvoering ervan, tussen klassieke modellen en open innovatie, tussen individuele inspraak en collectief draagvlak, tussen de overheid en de markt, tussen het nationale en internationale beleid en tussen de energiesector en de andere sectoren. Die evenwichtsoefening zal resulteren in een nieuw businessmodel en zelfs in een heel nieuw energiesysteem dat toekomstige noden en behoeften moet vervullen in een maatschappelijk perspectief. Om dit nieuwe energiesysteem te kunnen realiseren, is er nood aan verdere samenwerking binnen de energiesector en afstemming met alle belanghebbenden. Deze samenwerking kan uitmonden in een energiepact.

In september 2010 publiceerde de Duitse regering haar "Energiewende".

Belangrijke aspecten hiervan zijn:

— broeikasgasreductie tussen 80 en 95% tegen 2050;

— 60 % d'énergie renouvelable d'ici 2050;
— accroissement de 50 % de l'efficacité énergétique à l'horizon 2050.

Ces mesures s'accompagnent d'importants incitants en vue de soutenir la recherche et le développement et donc la création d'emplois.

En 2012, le gouvernement danois a conclu un accord global en matière énergétique. Par cet accord, les Danois souhaitent réduire leur consommation énergétique et donner un coup de pouce à l'énergie renouvelable. Concrètement, le Danemark souhaite d'ici 2020 réduire sa consommation énergétique de 12 % par rapport à 2006 et produire 35 % d'énergie renouvelable. Le Danemark a la conviction que cette nouvelle stratégie en matière énergétique ne pourra que profiter à l'emploi et à la compétitivité. Afin de promouvoir davantage les emplois verts, des moyens supplémentaires considérables sont dégagés en faveur de la recherche et développement dans les technologies énergétiques. C'est une combinaison de mesures qui doit amener le Danemark à produire 100 % d'énergie renouvelable d'ici 2050. Le pays donne ainsi le bon exemple.

En septembre 2013, les Pays-Bas ont également franchi un pas important vers un avenir propre. Plus de quarante organisations, dont les pouvoirs publics, des employeurs, des organisations syndicales, des organisations de défense de la nature et de l'environnement, d'autres organisations sociales et institutions financières, se sont engagées dans le cadre de l'accord énergétique pour une croissance durable (Energieakkoord voor duurzame groei). L'accord repose sur de larges consensus en matière d'économie d'énergie, de technologie propre et de politique climatique. Ses objectifs sont un approvisionnement énergétique abordable et écologique, l'emploi et des opportunités pour les Pays-Bas sur les marchés des technologies propres.

À l'instar des Pays-Bas et du Danemark, la Belgique pourrait également définir une stratégie énergétique et climatique avec les différentes parties concernées dans le pays. Les différentes autorités, les employeurs et les travailleurs, les organisations de défense des consommateurs et les mouvements écologistes, les institutions financières et le secteur énergétique même doivent définir de concert une trajectoire énergétique jusqu'à 2050.

De nombreux citoyens souhaitent s'engager pour la durabilisation de la société et de l'économie. La durabilisation de l'approvisionnement énergétique est un élément indispensable de ce processus. Si les intérêts sont nombreux et divers, il n'y a toutefois qu'un seul

— 60 % d'énergie renouvelable d'ici 2050;
— 50 % d'efficacité énergétique à l'horizon 2050.

Dit alles gekoppeld aan een belangrijke stimulans voor extra onderzoek en ontwikkeling en dus jobcreatie.

In 2012 bereikte de Deense regering een omvattend energieakkoord. Met dit akkoord willen de Denen hun energieverbruik terugdringen en hernieuwbare energie een boost geven. Concreet wil Denemarken in 2020 12 % minder energie verbruiken dan in 2006. Tegen 2020 willen de Denen 35 % hernieuwbare energie produceren. Denemarken is ervan overtuigd dat deze nieuwe energiestrategie de werkgelegenheid en de competitiviteit enkel ten goede zal komen. Om groene jobs verder te stimuleren, worden heel wat bijkomende middelen vrijgemaakt voor onderzoek en ontwikkeling in energietechnologieën. Verschillende maatregelen samen moeten Denemarken op weg zetten naar 100 % hernieuwbare energie tegen 2050. Denemarken geeft zo het goede voorbeeld.

Ook Nederland zette in september 2013 een belangrijke stap op weg naar een schone toekomst. Meer dan veertig organisaties, waaronder de overheid, werkgevers, vakbeweging, natuur- en milieuorganisaties, andere maatschappelijke organisaties en financiële instellingen, verbonden zich aan het Energieakkoord voor duurzame groei. Kern van het akkoord zijn breed gedragen afspraken over energiebesparing, schone technologie en klimaatbeleid. Doelstellingen zijn betaalbare en schone energievoorziening, werkgelegenheid en kansen voor Nederland in de schone technologiemarkten.

Met als voorbeelden Nederland en Denemarken, kan er ook in België een energie- en klimaatpad worden uitgestippeld samen met de verschillende belanghebbenden in ons land. De verschillende overheden, werkgevers en werknemers, consumentenorganisaties en milieubewegingen, financiële instellingen en de energiesector zelf moeten samen een energiepad uitstippelen richting 2050.

Vele burgers willen zich inzetten voor de verduurzaming van de samenleving en de economie. De verduurzaming van de energievoorziening is een onmisbaar onderdeel van dit proces. Er zijn veel uiteenlopende belangen, maar er is wel eenzelfde doel. Door een

objectif. Dans le cadre d'un pacte énergétique, ces différents intérêts seraient interconnectés et différents acteurs seraient associés et deviendraient parties prenantes. Ensemble, nous pouvons, de manière ciblée, préparer l'avenir, qui offre énormément de chances et d'opportunités.

Lors du *Stakeholders' Day* 2013, Elia a présenté le rapport "*Beyond 2020*, Plaidoyer pour un pacte énergétique". Cette note de réflexion est le résultat d'un échange de vues entre pas moins de 50 experts et intéressés sur le paysage énergétique futur, afin de mettre en lumière les défis et de dégager ensemble de nouvelles perspectives communes. Le rapport vise à lancer un appel à l'élaboration d'une politique énergétique durable à long terme, soutenue non seulement au sein du secteur de l'énergie, mais aussi en dehors. Il invite toutes les parties concernées à contribuer à un pacte énergétique commun qui constituerait un terrain favorable pour construire un avenir solide et cohérent pour notre approvisionnement énergétique et électrique. L'objectif d'un tel pacte est de concilier les défis du secteur avec un intérêt sociétal majeur: assurer que la lumière brille pour tous les citoyens et contribuer à la réalisation des objectifs climatiques.

Nous sommes non seulement favorables à la conclusion d'un pacte énergétique, mais le secteur de l'énergie même, comme le producteur d'électricité Electrabel, n'est pas opposé à cette idée. Outre le gestionnaire du réseau à haute tension Elia, les organisations environnementales tendent, elles aussi, la main à d'autres partenaires. Ainsi, le 11 mars 2014, le Bond Beter Leefmilieu (BBL) a porté sur les fonts baptismaux la coalition mixte "*Energy saving pioneers*". Elle se compose de 26 membres d'avant-garde, parmi lesquels les entreprises Siemens et Philips. Mais des organisations patronales, des bureaux d'étude et des administrations locales, comme la ville de Gand, souhaitent collaborer avec le BBL pour mettre en place une politique d'économie d'énergie plus ambitieuse en Belgique. Ils réclament par ailleurs un objectif européen contraignant de 40 % d'économies d'énergie d'ici 2030. Tous les membres de la coalition constatent quotidiennement, sur le terrain, l'énorme utilité des investissements dans les économies d'énergie, tant sur le plan économique que sur le plan social et écologique.

Par la présente résolution, nous plaidons en faveur de l'élaboration d'un pacte énergétique belge bénéficiant d'une large adhésion, en concertation avec l'ensemble du secteur et de toutes les parties intéressées, et fixant des objectifs ambitieux en matière d'économies d'énergie, d'énergies renouvelables, de réduction des gaz à effet de serre et de compétitivité. Plutôt que de

energiepact worden deze belangen aan elkaar gekoppeld, worden verschillende spelers verbonden en betrokken partij. Samen kunnen we gericht werken aan de toekomst die ontzettend veel kansen en opportunititeiten biedt.

Op de *Stakeholders' Dag* in 2013 presenteerde Elia het rapport "*Beyond 2020*, oproep voor een energiepact". Dit reflectierapport is het resultaat van een gedachtewisseling met maar liefst 50 experten en belanghebbenden over het energielandschap van morgen om zo de uitdagingen aan het licht te brengen en tot nieuwe en gemeenschappelijke inzichten te komen. Doel van het rapport is een oproep tot het uittekenen van een duurzaam energiebeleid op de lange termijn dat zowel binnen als buiten de energiesector breed wordt gedragen. Het is een oproep tot de diverse belanghebbenden om zich te verenigen in een gemeenschappelijk energiepact dat de voedingsbodem vormt voor een coherente en consistente toekomst van onze energie- en stroomvoorziening. De bedoeling van een dergelijk pact is om de uitdagingen van de sector te verzoenen met een hoger maatschappelijk belang: het licht aanhouden voor alle burgers en bijdragen tot het behalen van de klimaatdoelstellingen.

Niet alleen de indieners van dit voorstel zijn vragende partij voor het sluiten van een energiepact, ook de energiesector zelf, zoals elektriciteitsproducent Electrabel, is de idee niet ongenegen. Naast hoogspanningsnetbeheerder Elia steekt ook de milieubeweging de hand uit naar andere partners. Zo hield BBL op 11 maart 2014 de diverse coalitie "*Energy saving pioneers*" boven het doopvont. Ze bestaat uit 26 vooruitstrevende leden waaronder ondernemingen zoals Siemens en Philips. Maar ook bedrijfskoepels, studiebureaus en lokale besturen, zoals de stad Gent willen samen met BBL ijveren voor een meer ambitieus energiebesparingsbeleid in België. Ze vragen ook een bindende Europese energiebesparingsdoelstelling van 40 % tegen 2030. Alle leden van de coalitie merken dagelijks op het terrein het enorme nut van investeringen in energiebesparing, zowel economisch, sociaal als ecologisch.

De indieners pleiten met deze resolutie voor de opmaak van een breed gedragen Belgisch energiepact in samenspraak met de ganse sector en alle belanghebbenden, met ambitieuze doelstellingen op het vlak van energiebesparing, hernieuwbare energie, broeikasgasreductie en concurrentiekracht. Geen zwalpend non-beleid, maar krachtige keuzes, een stabiel

se satisfaire d'une non-politique erratique, il s'agirait d'opérer des choix forts, de créer un climat d'investissement stable et d'investir les moyens de manière efficace et ciblée. Un pacte énergétique largement soutenu clarifie de quelle manière nous entendons atteindre notre objectif ultime, avec quelles sources d'énergie et fixe des objectifs intermédiaires. Puisque les objectifs européens ne sont ni ambitieux, ni contraignants, la Belgique doit créer elle-même un cadre, pour que tous les acteurs concernés de notre pays sachent où nous souhaitons arriver en 2050. L'objectif ultime doit être d'aboutir à cent pour cent d'énergie renouvelable. Le pacte énergétique devrait constituer le GPS adéquat pour y parvenir.

investeringsklimaat en een efficiënte en doelgerichte inzet van de middelen. Een breed gedragen energiepact maakt duidelijk op welke manier we onze einddoelstelling willen bereiken, met welke energiebronnen en werkt met tussentijdse doelstellingen. Aangezien de Europese doelstellingen niet ambitieus noch bindend zijn, moet België zelf een kader creëren, zodat alle betrokkenen in ons land weten waar we willen staan in 2050. Honderd procent hernieuwbare energie moet het einddoel zijn. Een energiepact is daarvoor een goede gps.

Kristof CALVO (Ecolo-Groen)
Muriel GERKENS (Ecolo-Groen)

PROPOSITION DE RÉOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu les statistiques de l'Eurobaromètre spécial 409 sur le changement climatique;

B. vu les statistiques de l'Office européen de statistiques Eurostat relatives à la consommation énergétique en Belgique;

C. vu le rapport de McKinsey & Company "Vers une efficacité énergétique de niveau mondial en Belgique";

D. vu le rapport du SPF Économie "Prix de l'énergie et précarité énergétique";

E. vu le rapport de réflexion d'Elia "Plaidoyer pour un pacte énergétique, beyond 2020";

F. vu le briefingpaper du WWF intitulé "*Putting the EU and Belgium on track towards 100 % renewable energy: the case for a post-2020 climate and energy package*";

G. vu le rapport du VITO, de l'ICEDD et du Bureau fédéral du Plan "*Towards 100 % renewable energy in Belgium by 2050*";

H. vu le rapport d'ARGUS 'Krijtlijnen van een duurzaam energiesysteem';

I. vu la création des *energy saving pioneers* et vu les recommandations politiques formulées par ceux-ci;

J. considérant que le secteur énergétique n'est pas hostile à l'idée d'un pacte énergétique;

K. vu l'*Energiewende* allemande;

L. vu l'accord énergétique danois;

M. vu l'accord énergétique néerlandais;

N. vu la complexité actuelle de notre paysage énergétique fragmenté, qui se fait ressentir tant au niveau des développements technologiques que du cadre réglementaire et du financement;

O. vu l'incertitude croissante quant au futur modèle d'entreprise du secteur de l'électricité en Belgique et en Europe;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende de cijfers uit het *Climate Change Report*, special eurobarometer 409;

B. overwegende de cijfers van het Europese statistiekbureau Eurostat betreffende energiegebruik in België;

C. overwegende het rapport van McKinsey & Company "Naar energie-efficiëntie van wereldklasse in België";

D. overwegende het rapport van de FOD Economie "Energieprijs en energiearmoede";

E. overwegende het reflectierapport van Elia 'Oproep voor een energiepact, beyond 2020';

F. overwegende de briefingpaper van WWF "België en Europa op het pad naar 100 % hernieuwbare energie: de nood aan een ambitieus post-2020 klimaat- en energiepakket";

G. overwegende het rapport van VITO, ICEDD en Federaal Planbureau "*Towards 100 % renewable energy in Belgium by 2050*";

H. overwegende het ARGUS-rapport 'Krijtlijnen van een duurzaam energiesysteem';

I. overwegende de oprichting van de *energy saving pioneers* en hun beleidsaanbevelingen;

J. overwegende de energiesector de idee van een energiepact niet ongelegen is;

K. overwegende de Duitse *Energiewende*;

L. overwegende het Deense Energieakkoord;

M. verwegende het Nederlandse Energieakkoord;

N. gezien de huidige complexiteit van het Belgische, fragmentarische energielandschap op vlak van technologische ontwikkelingen, regelgevend kader en financiering;

O. gezien de steeds grotere onzekerheid over het toekomstige businessmodel van de elektriciteitssector in België en in Europa;

P. vu l'importance, pour les entreprises du secteur énergétique, de réaliser les investissements nécessaires et vu l'importance, par conséquent, de pouvoir dépasser les décisions à court terme des autorités;

Q. considérant qu'il est important que ces investissements soient rentables à long terme et que les investissements soient garantis à long terme;

R. considérant que la sécurité de l'approvisionnement énergétique ne peut être compromise et que les investissements dans l'efficacité énergétique doivent se poursuivre sans relâche;

S. considérant que différents équilibres sur le marché de l'énergie ont été perturbés et qu'il faut donc se mettre en quête de nouveaux équilibres et de nouveaux modèles;

T. considérant que le développement d'un nouveau système énergétique présente des défis, mais également de nombreuses opportunités;

U. considérant que le soutien de la société est nécessaire dans le cadre de la recherche d'un nouveau système énergétique;

V. considérant que sur le plan énergétique, les objectifs économiques, sociaux et écologiques sont indissociablement liés les uns aux autres;

W. considérant qu'un pacte énergétique contribuerait à résoudre les tensions et les conflits actuels sur le marché de l'énergie et faciliterait la transition vers un nouveau modèle énergétique;

X. considérant qu'un pacte énergétique peut contribuer à faire émerger des idées novatrices et génère la confiance nécessaire pour utiliser des techniques innovantes;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de constituer, avec le secteur énergétique et toutes les parties prenantes, une assise sociale en faveur de l'établissement d'un pacte énergétique et de s'assurer ainsi de l'adhésion des citoyens;

2. de faire pour cela notamment appel à l'expertise du Bureau fédéral du Plan, de la CREG, du SPF Économie, de la DG Énergie et de différents centres d'études fédéraux et régionaux;

P. gezien het belang van het realiseren van noodzakelijke investeringen door ondernemingen in de energiesector en dus gezien het belang om kortetermijnbesluiten van overheden te kunnen overstijgen;

Q. gezien het belang dat deze investeringen rendabel moeten zijn op lange termijn en dat investeringen op lange termijn moeten worden gegarandeerd;

R. gezien de energiebeveorradszekerheid niet in het gedrang mag komen en investeringen in energie-efficiëntie onverminderd moeten doorgaan;

S. gezien verschillende evenwichten op de energiemarkt verstoord zijn en er dus moet gezocht worden naar nieuwe evenwichten en modellen;

T. gezien de ontwikkeling van een nieuw energiesysteem uitdagingen bevat maar ook veel kansen biedt;

U. gezien het draagvlak vanuit de maatschappij bij de zoektocht naar een nieuw energiesysteem noodzakelijk is;

V. gezien economische, sociale en ecologische doelstellingen op het vlak van energie onlosmakelijk met elkaar verbonden zijn;

W. gezien een energiepact helpt om huidige spanningsvelden en conflicten op de energiemarkt te overwinnen en de overgang naar een nieuw energiemodel vergemakkelijkt;

X. gezien een energiepact kan helpen om innovatieve ideeën aan te wakkeren en het nodige vertrouwen schept voor het gebruik van innovatieve technieken;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. om samen met de energiesector en alle stakeholders een maatschappelijk draagvlak te realiseren voor het opmaken van een energiepact en zo de betrokkenheid van de burgers te verzekeren;

2. om hierbij beroep te doen op de kennis van onder andere het Federaal Planbureau, de CREG, de FOD Economie, het DG Energie en verschillende federale en gewestelijke onderzoeksinstellingen;

3. d'élaborer un pacte énergétique belge clair et largement soutenu en concertation avec tout le secteur et tous les partenaires concernés, c'est-à-dire les différentes autorités, les employeurs et les travailleurs, les organisations de consommateurs, les mouvements environnementalistes, les institutions financières et le secteur énergétique;

4. d'établir ce pacte énergétique dans les six mois suivant l'installation des différents nouveaux gouvernements (régionaux), au plus tard pour le 1^{er} mars 2015;

5. que ce pacte énergétique comporte essentiellement des dispositions faisant l'objet d'un large consensus sur la compétitivité, les économies d'énergie, les technologies propres, l'énergie renouvelable, la création d'emplois durables et la politique climatique;

6. que les dispositions de ce pacte soient formulées à long terme afin d'assurer la cohérence et la constance politique nécessaire;

7. que ces dispositions soient transposées en objectifs à long terme concrets, ambitieux et contraignants en matière d'économies d'énergie, de part d'énergies renouvelables et de réduction des émissions de gaz à effet de serre;

8. que la trajectoire énergétique jusqu'à la réalisation des objectifs à long terme à l'horizon 2050 soit définie en collaboration avec tous les intéressés et soit clairement balisé à court terme;

9. de développer une vision énergétique claire, de faire des choix pertinents et d'investir efficacement et de manière ciblée;

10. de garder à l'esprit, lors de l'élaboration de ce pacte énergétique, qu'économie et écologie sont complémentaires et que la mise en œuvre concrète de ce pacte permette aux citoyens de disposer, de manière certaine, d'énergie propre à un prix abordable, crée de l'emploi sur le marché du travail en Belgique, stimule l'apparition d'idées innovantes et permette ainsi le développement de techniques propres et innovantes;

11. de garder à l'esprit, lors de l'élaboration de ce pacte énergétique, l'objectif final, qui est de produire, en 2050, une énergie 100 % renouvelable en Belgique;

12. de tenir compte, dans le cadre de ce pacte énergétique, de la réalité dans les différents pays limitrophes ainsi que des évolutions au niveau européen et mondial

3. een breed gedragen duidelijk Belgisch energiepact op te maken in samenspraak met de ganse sector en alle betrokken partners: de verschillende overheden, werkgevers en werknemers, consumentenorganisaties en milieubewegingen, financiële instellingen en de energiesector;

4. dit energiepact op te maken binnen de zes maanden na de installatie van de nieuwe verschillende (deel-)regeringen en uiterlijk voor 1 maart 2015;

5. dat de kern van dit energiepact breed gedragen bepalingen bevat over concurrentiekracht, energiebesparing, schone technologie, hernieuwbare energie, duurzame jobcreatie en klimaatbeleid;

6. dat de bepalingen binnen het pact geformuleerd worden voor een langere termijn om zo de noodzakelijke beleidsconsistentie- en coherentie te realiseren;

7. dat deze bepalingen worden omgezet in concrete, ambitieuze en bindende langetermijndoelstellingen op het vlak van energiebesparing, aandeel hernieuwbare energie en broeikasgasreductie;

8. dat het energiepad richting 2050 tot het bereiken van deze langetermijndoelstellingen samen wordt uitgestippeld met alle belanghebbenden en duidelijke kortetermijnbakens bevat;

9. hierbij een duidelijke energievisie te ontwikkelen, krachtige keuzes te maken en middelen efficiënt en doelgericht in te zetten;

10. voor ogen te houden bij de opmaak van dit energiepact dat economie en ecologie elkaar versterken en dat de concrete uitvoering van dit pact resulteert in een zekere, betaalbare en schone energievoorziening voor de burgers, werkgelegenheid creëert op de Belgische arbeidsmarkt innovatieve ideeën aanwakkert en daardoor kansen creëert voor innovatieve en schone technieken;

11. het einddoel van 100 % hernieuwbare energieopwekking in België in 2050 bij de opmaak van dit energiepact voor ogen te houden;

12. rekening te houden met de realiteit in de verschillende buurlanden en de evoluties die zich op Europees en mondiaal vlak afspelen bij het opmaken van dit energiepact;

13. d'insister pour que l'Europe établisse des objectifs énergétiques et climatiques contraignants et ambitieux à atteindre d'ici à 2030: 40 % d'économies d'énergie, 45 % d'énergie renouvelable et 60 % de réduction d'émissions de CO₂.

14 mars 2014

13. bij Europa aan te dringen op bindende ambitieuze energie- en klimaatdoelstellingen tegen 2030: 40 % energiebesparing, 45 % hernieuwbare energie, 60 % CO₂-reductie.

19 maart 2014

Kristof CALVO (Ecolo-Groen)
Muriel GERKENS (Ecolo-Groen)